

Intervention de Claudette au Colloque sur la social-démocratie

J'aimerais d'abord remercier les organisateurs du colloque pour cette invitation. Je pense que ce débat sur la social-démocratie tombe à point. Nous sommes dans un contexte politique et socio-économique qui n'est pas simple et qui ouvre la porte à une réflexion en profondeur sur la nécessité de travailler à construire un modèle alternatif de développement social, politique et économique.

Mon intervention se fera en deux temps. D'abord, je vais situer le travail que fait la CSN avec ses partenaires du mouvement syndical et social pour stopper le travail de démolition entrepris par le gouvernement du Québec à l'endroit de l'État social. Il faut voir que, dans l'histoire politique du Québec, les mouvements sociaux ont joué un rôle central dans la construction de l'État providence, dans un contexte politique où les partis souverainistes et fédéralistes ont gouverné en alternance tantôt au centre droite, tantôt au centre gauche, en adoptant de façon éclatée des orientations pour la constitution d'un État social-démocrate. Cependant, au profit de la mondialisation et des enjeux environnementaux qui s'imposent déjà comme le grand défi du XXI^e siècle, la donne politique a quelque peu changé. Les mouvements sociaux sont restés et demeurent toujours le principal rempart dans la défense d'un projet politique apparenté à la social-démocratie.

Dans un deuxième temps, je formulerai quelques observations sur les défis qui s'imposent à nous comme progressistes dans un contexte de crise économique et politique où la droite semble avoir mondialement le vent dans les voiles, mis à part quelques exceptions en Amérique latine. Si la droite est en phase avec les valeurs montantes que sont l'individualisme, la consommation et le bien être personnel, il est évident que la gauche peine à ramer à contre-courant avec ses valeurs collectivistes et de solidarité.

La montée de la droite

Nous vivons sur le plan politique une montée des idées de droite jumelée au populisme qu'il ne faut pas prendre à la légère.

Au Canada, le gouvernement Harper pose des gestes qui sont en rupture avec notre propre histoire. Non seulement le virage à droite se consume depuis plusieurs années sur le plan économique (il y a même des auteurs qui considèrent que cette question est réglée et qu'elle ne représente plus un défi), mais c'est maintenant sur le plan moral et politique que les conservateurs agissent. Les attaques répétées aux fondements mêmes de la démocratie canadienne nous laissent bien songeurs quant à l'avenir, surtout que ce gouvernement, minoritaire faut-il le rappeler, profite d'une opposition divisée et incapable de renverser la vapeur. La CSN est engagée dans une coalition *Pas de démocratie sans voix* pour lutter justement contre les idées de la droite au Canada.

Au Québec, la multiplication des scandales et des malversations liée à la gouvernance publique place le Parti libéral de Jean Charest dans une position intenable. Son obstination à refuser toute enquête publique est inacceptable et contribue à miner la crédibilité des institutions démocratiques au sein de la population. Nous sommes en train de vivre au Québec une crise politique majeure qui pave le chemin à la montée du populisme et des forces de droite. C'est extrêmement inquiétant surtout quand on sait que cette même droite carbure au démantèlement de l'État social, à l'antisindicalisme primaire et à la remise en question du filet de sécurité sociale et qu'elle ne porte aucune volonté de changer le modèle économique que nous connaissons. Quand nous débattons de social-démocratie, c'est bien dans ce contexte politique que nous agissons où en plus la gauche stagne et peine à insuffler un autre discours. J'y reviendrai un peu plus loin.

La crise économique

Si au plan économique le Québec a connu une crise moins difficile que dans des économies comparables, force est de constater que la reprise demeure incertaine pour nous comme pour les autres. Pire encore, ceux qui hier semblaient avoir redécouvert l'importance d'un État agissant ne jurent aujourd'hui que par l'austérité budgétaire risquant à nouveau de nous précipiter en crise et de laisser derrière eux un État de moins en moins capable de répondre aux besoins fondamentaux de sa population et d'assurer une pérennité à cette classe moyenne dont nombre de travailleuses et travailleurs se réclament avec fierté. Les libéraux de Jean Charest peuvent bien prétendre qu'ils gouvernent au centre, mais leur gouvernance démontre hors de tout doute qu'ils ont bien intégré les mantras du néolibéralisme et qu'ils sont en train d'accroître les inégalités et de déboulonner un à un les piliers de l'État social québécois.

La CSN a qualifié le budget Bachand de véritable rupture du pacte social et considère que la mise en place d'un État de plus en plus néolibéral est en train de se matérialiser devant nous.

Une réplique s'impose et c'est la raison pour laquelle nous travaillons à coaliser les forces progressistes autour d'un projet économique et social pour le Québec.

Un autre Québec est possible !

La CSN est actuellement en campagne avec ses partenaires du mouvement syndical et étudiant pour faire barrage au prochain budget libéral qui risque de s'inscrire dans la philosophie des mesures d'austérité imposées à la population du Québec lors du dernier budget Bachand. On le sait, cette trajectoire budgétaire est prévue pour les cinq prochaines années. Prétextant la crise économique, les plans de sauvetage et la nécessité de retrouver le sacro-saint déficit zéro, plus rapidement d'ailleurs qu'en Ontario, au Canada et aux États-Unis ou encore en Europe, le PLQ de Jean Charest est

en train de liquider complètement les choix politiques que nous avons faits comme société québécoise au cours de notre histoire moderne.

Le budget Bachand, c'est beaucoup plus qu'un budget de compressions qui met à mal les services publics et le filet de sécurité sociale. C'est un budget déstructurant qui tel un cheval de Troie vise à ce qu'on se réveille dans un Québec où une majorité de citoyennes et citoyens n'auraient pas accepté si on avait ouvert le débat public là-dessus. Qu'on en juge : refus obstiné de livrer les places promises en services de garde régis, mais maintien d'un crédit d'emploi plus que généreux pour orienter la clientèle vers les services non régis qui font régulièrement scandale; désengagement à l'égard des personnes en perte d'autonomie quitte à payer les yeux de la tête pour des PPP tel le CHSLD de St-Lambert qui tarde à ouvrir, ou encore quitte à tolérer la mauvaise presse quasi quotidienne concernant les résidences privées qui ne respectent pas les standards les plus minimaux. Le projet est clair, on rationne l'offre publique de façon telle que le privé s'installe comme le grand sauveur. C'était l'assise du jugement Chaoulli. Ce qu'on n'a pas réussi à faire avec l'État-Provigo et la réingénierie, on arrivera à l'imposer de fait à travers l'obscurantisme des mesures budgétaires en tentant de laisser croire à la population que 60 % des compressions annoncées ne visent que le gouvernement.

Le budget Bachand, c'est plus aussi qu'un budget qui contient des mesures régressives telle la taxe santé où chacun devra verser la même contribution qu'il gagne 14 000 \$ ou ½ million. C'est une révision en règle des assises de notre fiscalité où chacun contribue à la hauteur de ses moyens. La recette fait merveille. Avec le retrait de la contribution santé d'aucuns ont affirmé que le gouvernement renonçait à une approche d'utilisateur-payeur pour l'usage de services publics. Rien n'est moins vrai quand on constate que le projet de majorer très substantiellement les droits de scolarité n'est pas autre chose que de faire payer à l'étudiant, le fait de pouvoir compter, dans le contexte de l'économie de demain, sur une main d'œuvre plus instruite. Le calcul est pourtant clair, pour chaque \$ investi en éducation universitaire,

il rentre 5.30 \$ en taxe et impôt de la part de chaque diplômé. Chercher l'erreur !
L'arbre ne doit pas cacher la forêt.

Le 5 novembre dernier, nous avons donc lancé l'Alliance sociale qui regroupe 9 organisations déterminées à faire contrepoids devant les mesures régressives et antisociales adoptées par le gouvernement libéral du Québec.

Le projet porté par l'Alliance sociale est plus large. Il vise à forcer l'émergence d'un modèle alternatif de développement. Je crois très sincèrement que tout projet de renouvellement de la social-démocratie doit conjuguer, de façon beaucoup plus articulée, le social, l'économique et les préoccupations démocratiques et environnementales. On ne peut plus aujourd'hui présenter une plate-forme attirante, mobilisante et crédible en isolant la question sociale.

En ce sens, l'Alliance sociale exige un virage majeur en matière d'exploitation des richesses naturelles au Québec. L'entêtement dans la mauvaise gestion du dossier des gaz de schiste et la proximité des libéraux avec certaines entreprises, donnent des airs de « duplessisme » à ce gouvernement. L'État doit mettre en place des mesures d'exploitation de nos ressources naturelles et de nos sources d'énergies vertes dans une perspective de développement durable en s'assurant que cela entraîne des retombées économiques pour la population et l'État québécois.

Nous appelons des mesures qui valorisent le savoir-faire québécois, qui encouragent la modernisation des équipements, l'accès aux technologies, à la formation professionnelle et qui valorisent l'innovation sociale en entreprise en faisant davantage appel à l'expertise et au savoir-faire. Des mesures aussi qui reconnaissent la vitalité de nos entreprises de services, des mesures qui stimulent l'économie sociale. Pour cela, nous comptons sur la mise en place d'un dialogue social qui privilégierait la véritable contribution des travailleuses et des travailleurs au développement de l'organisation du travail et de l'innovation dans les entreprises.

Les directions d'entreprises et d'institutions publiques doivent favoriser le maintien des emplois et s'engager résolument à investir dans la formation. En favorisant ainsi le développement des compétences des travailleuses et des travailleurs pour mieux faire face aux mutations du marché du travail et aux enjeux environnementaux de plus en plus présents, ce sont des emplois de qualité que nous assurons et une économie d'avenir.

Voilà une façon concrète non seulement de créer de la richesse, mais également de mieux la répartir et de maintenir et développer un dispositif social qui sert le bien commun par opposition à ces choix illusoire que réclame la droite au nom d'une prétendue liberté qui n'est que la liberté du plus riche.

La nécessité de construire une alternative au modèle dominant

Comme je le mentionnais en introduction, je pense que le contexte actuel se prête bien à la réflexion sur la social-démocratie. Si la crise financière et économique devait mener nécessairement à une refondation du capitalisme ou encore à une transformation plus radicale du modèle de développement économique dominant, force est de constater que ces promesses se sont transformées en réformettes cosmétiques et qu'il n'y a pas de volonté de changer de paradigme.

Le dernier G20 de Séoul était à cet égard tristement révélateur ! Il faut dire que si la droite a le vent dans les voiles, il ne faut pas s'étonner que des forums comme le G20 ou encore les rencontres internationales sur le protocole de Kyoto accouchent d'une souris. Ce sont les préceptes du moins de réglementation possible qui ont préséance dans les officines de ces rencontres internationales. Si la crise a frappé dur, ce n'est certainement pas dans les bonus faramineux des chefs d'entreprises et des banquiers, mais bien chez les salariés et les plus démunis de nos sociétés.

Mais cette réalité ne semble pas ébranler outre mesure les dirigeants politiques et économiques.

Je pense sincèrement que si nous voulons construire à gauche un projet social capable de dynamiser nos propres membres, il va falloir faire preuve d'imagination et surtout d'innovation dans notre façon de poser les problèmes et les solutions.

Si la social-démocratie a indéniablement joué un rôle historique de développement, particulièrement dans les économies avancées du monde occidental, il faut bien admettre que ce même monde est aujourd'hui remis en question par la mondialisation néolibérale et que la sortie de crise se fait actuellement par une accélération de cette mondialisation qui repose essentiellement sur la croissance des économies émergentes et sur la poursuite du démantèlement des États-providences dans les pays dits avancés.

Je vais terminer avec cinq observations et défis pour la gauche :

- 1- D'abord, je pense que la social-démocratie ne peut pas miser uniquement sur ce qu'elle a été durant les trente glorieuses pour construire un nouveau modèle alternatif de développement. Je l'ai mentionné il y a deux minutes, elle a joué un rôle dans une période historique donnée qui est en train de disparaître au profit des crises structurelles et des mutations importantes dans le système de production mondiale. Donc, il faut réinventer à partir de principes qui sont toujours valables comme la démocratie, la liberté, la répartition de la richesse, mais tout en s'adaptant aux nouvelles réalités qui transcendent la planète.

Il m'apparaît évident que tout effort de renouveler la social-démocratie en terre québécoise ne pourra occulter la question nationale qui demeure toujours un enjeu majeur qui traverse la majorité des autres questions. Je reste cependant aussi convaincue qu'il n'y a pas de programme crédible pour une nouvelle

social-démocratie sans prendre en compte la réalité très contemporaine de la mondialisation.

- 2- Certes, l'État-nation joue et jouera un rôle encore important dans l'avenir, mais la construction d'une alternative nationale doit nécessairement se transposer sur le terrain de cette mondialisation. Regardons la réalité, au cours des dix dernières années, ce sont les mobilisations comme Québec 2001 avec le projet de ZLEA, la Marche mondiale des femmes, le forum social mondial ou encore la création d'une nouvelle internationale syndicale qui stimulent voir catalysent les forces progressistes, particulièrement chez les jeunes. Il faut donc réfléchir et intégrer cette dimension qui était totalement inexistante à l'époque de la création et du développement du modèle keynésien de nos sociétés.
- 3- L'autre aspect qui m'apparaît fondamental, c'est le virage vert que nous devons prendre dans notre façon de concevoir le développement. Le mouvement syndical est directement interpellé par cette question car la conversion de nos modes de production et de consommation n'est pas sans incidence sur le travail et l'emploi. Pire encore, le défaut de s'engager résolument à verdir l'économie existante menace la pérennité de ces emplois aussi. Les syndicats posent déjà des gestes significatifs en ce sens, mais il m'apparaît évident que le renouvellement de la gauche et de la social-démocratie doit se faire en offrant autre chose que quelques résolutions mal intégrées concernant les enjeux écologiques.
- 4- J'ajouterai un dernier élément en lien avec la question de la démocratie. Je pense que la crise politique et économique actuelle milite pour une plus grande appropriation des espaces démocratiques. La CSN a toujours plaidé pour une participation citoyenne, pour une diversité ethnoculturelle et de genres dans la sphère publique, pour une participation active des travailleuses et des travailleurs dans les entreprises, nous croyons que la gauche doit se

recomposer en intégrant davantage ces dimensions de la démocratie qui sont de plus en plus reprises dans les forums internationaux où l'on retrouve principalement les jeunes militantes et militants.

Enfin, je termine en soulignant que la gauche ne peut pas faire l'économie de développer un point de vue bien articulé et bien senti sur des questions qui préoccupent les citoyennes et les citoyens ou encore qui sont en phase avec la montée de certaines valeurs. Ce faisant, je pense à des questions comme la liberté, la sécurité, l'environnement, l'individualisme et la réalisation de soi. La pire erreur serait de laisser tous ces terrains à la droite qui s'en nourrit avec une efficacité qui arrive même à occulter l'intérêt d'une majorité de personnes qu'elle courtise

Ce que j'expose comme défis, je l'applique aussi à la réalité du mouvement syndical, car ce dernier issu de la révolution industrielle et promoteur de l'État providence est aussi aujourd'hui interpellé par cette nécessaire recomposition de son propre discours comme de la social-démocratie.

Claudette Carbonneau
Président de la CSN